

Dans la "crise des banlieues" actuelle, de nombreuses propositions sont évoquées par les élus locaux, les associations ou même les simples citoyens. Sans doute faudrait-il organiser de véritables "états-généraux de la ville" qui puissent, non pas sortir des solutions-miracles (il n'y en a pas en ce domaine) mais alimenter la réflexion et permettre aux acteurs sociaux de s'exprimer et de chercher de "nouvelles pistes" pour tenter de refonder "l'harmonie sociale", aujourd'hui bien mal en point.

Il me semble que, même si elle n'est qu'un moyen parmi d'autres et qu'elle ne peut tout résoudre, l'École a un rôle à jouer dans cette nouvelle politique urbaine à initier. Voici quelques propositions, qui peuvent être évidemment discutées, mais qui m'apparaissent au moins susceptibles d'engager le débat sans "a priori":

- 2 professeurs par classe lors d'une même heure de cours, en particulier lors des Travaux dirigés, pour mieux encadrer les élèves et permettre de passer plus de temps avec ceux qui connaissent des difficultés ou seraient enclins à perturber le cours;

- Une politique de jumelage entre établissements réputés difficiles et établissements plus calmes, avec des échanges d'enseignants et d'élèves, sur la base du volontariat et d'un "projet de classe", ainsi que l'organisation de voyages scolaires en commun et, pourquoi pas, une aide aux devoirs mise en place par des élèves-référents ou des enseignants volontaires: des projets communs pourraient créer une "synergie positive" et sortir des élèves des établissements difficiles de la logique de l'enfermement sur leur seul "quartier";

- La mise en place d'un véritable enseignement manuel susceptible de permettre aux élèves d'apprendre à "créer de leurs mains" et le renforcement (ainsi que l'intégration dans les structures collégiennes) de l'Apprentissage professionnel;

- La mise en place d'un "projet patrimonial et historique" pour les établissements scolaires (de banlieue comme de centre-ville) qui soit l'occasion de "découvrir les héritages" de notre pays et, donc, d'insérer les élèves dans une continuité ou, en tout cas, dans un cadre qui leur soit un "point de repère" sans être pour autant un "carcan"; etc.

Ces quelques propositions ne sont pas exhaustives, mais il est urgent de réfléchir à une véritable politique d'aménagement des territoires urbains si l'on veut éviter de revivre tous les deux ans les scènes éprouvantes que connaît aujourd'hui notre pays: encore faudrait-il aussi que nos hommes politiques cessent de penser uniquement à "leur" stratégie présidentielle. Est-ce vraiment possible en République ? Les événements des jours derniers me confortent dans ma conviction monarchique : pour mener une "politique des banlieues" qui ne soit ni démagogique ni seulement brutale, l'Etat doit disposer du "temps long de la continuité dynastique" et d'une légitimité qui repose, non sur le discours ou le "coup de menton", mais sur le "service", historique comme politique.